

Séance ordinaire du lundi 5 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel ASLANIAN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Dispositif de rappel à l'ordre - Convention de mise en œuvre entre la Ville de Montpellier et le parquet du Tribunal Judiciaire de Montpellier - Approbation

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article L.132-7 du Code de la sécurité intérieure, tel qu'il résulte de la loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance, donne pouvoir au Maire de la Ville de Montpellier, ou à son représentant désigné, pour procéder à un rappel à l'ordre.

Le rappel à l'ordre est un outil de prévention de la délinquance à valeur pédagogique, à la disposition des Maires, destiné à apporter une réponse rapide et souple à des faits non délictuels de nature à entraîner un trouble à la tranquillité publique, en agissant sur les comportements individuels, le plus en amont possible. L'idée étant de mettre un terme ou un frein à des faits susceptibles de pouvoir, par la suite, conduire à une dérive de la délinquance.

Dès lors que des faits sont susceptibles de porter atteinte au bon ordre, à la sûreté, à la sécurité et tranquillité publique, le Maire ou son représentant, selon l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, peut procéder, verbalement, à l'endroit de leur auteur, au rappel des dispositions qui s'imposent à celui-ci, pour se conformer à l'ordre et à la tranquillité publique en le convoquant de manière solennelle en Mairie.

Le rappel à l'ordre s'applique à des comportements n'emportant pas de qualification pénale tout comme au non-respect des arrêtés de police du Maire lorsqu'ils portent sur des questions d'ordre, de sûreté, de sécurité, de salubrité publiques ainsi qu'à d'autres faits relevant d'une peine contraventionnelle (essentiellement pour les contraventions pouvant être constatées par la Police Municipale - article L.511-1 du Code de la sécurité intérieure).

Ainsi sont compris : le non-respect des arrêtés municipaux, l'absentéisme scolaire, la présence de mineurs non accompagnés dans des lieux publics, les incivilités, les incidents aux abords des établissements scolaires, les conflits de voisinage, les tapages nocturnes, les divagations d'animaux, la consommation de protoxyde d'azote, à la seule condition de ne pas avoir fait l'objet, au préalable, d'un dépôt de plainte.

Dans cette perspective, une convention entre Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier et Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal Judiciaire de Montpellier est proposé avec pour principaux objectifs de :

- Préciser le champ d'application du rappel à l'ordre ;
- Garantir, au travers d'une information réciproque, une cohérence et une harmonie entre l'action de la Ville de Montpellier et celle du parquet du Tribunal Judiciaire de Montpellier en matière de prévention de la délinquance ;
- Renforcer le poids de l'action du Maire dans sa relation avec le contrevenant et de fixer des règles partagées, d'en rappeler le fondement légal, d'en définir le champ d'application et des conditions de mise en œuvre.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter la convention de mise en œuvre de la procédure de rappel à l'ordre entre le Maire de la Ville de Montpellier et le parquet du Tribunal Judiciaire de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 14 octobre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 octobre 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PROTOCOLE_RAO_Montpellier_V4du28092020.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201005-144349-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 15/10/20
Réception en Préfecture : 15/10/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.